

Énergie, pauvreté et solutions de gauche

Le Parti communiste autrichien propose la gratuité de la consommation énergétique de base

Lutz Holzinger

Journaliste, Vienne

Des coupures de courant en hiver ; les relances des fournisseurs de gaz et d'électricité ferment inexorablement la porte de sortie du piège de l'endettement ; se chauffer ou manger devient un dilemme vital. En Europe Centrale et de l'Ouest la situation des pauvres s'aggrave inexorablement. Et leur nombre continue de grandir, à cause de la hausse incessante du coût des besoins élémentaires – notamment de l'habitat et du chauffage – tandis que les salaires des personnes à bas revenus ne cessent de baisser.

Des proches de « l'Académie catholique sociale » et de « l'Académie évangélique », organisations caritatives des deux Églises, ont présenté récemment à Vienne le dossier « Contre le froid – la pauvreté énergétique en Autriche ». Cette action a soulevé un problème qui concerne de plus en plus de gens, depuis l'augmentation continue du nombre de personnes pauvres ou menacées de pauvreté. Le fait qu'il s'agit là d'un problème de grande urgence ressort des chiffres suivants, extraits dudit dossier : « En Autriche 331 000 personnes ne peuvent pas chauffer correctement leur logement. Cela signifie qu'elles souffrent, qu'elles gèlent, qu'elles doivent craindre des conséquences pour leur santé, qu'elles ne peuvent inviter personne. Les statistiques n'indiquent pas le nombre exact de personnes qui doivent renoncer à éclairer leur logement, à utiliser des appareils ménagers et donc peut-être à cuisiner. »

C'est un fait relativement nouveau que des scientifiques se préoccupent de pauvreté énergétique.

Thomas Berger a rédigé l'article : « Pauvreté énergétique : comment a-t-elle surgi et dans quel contexte ? ». Dans cet article il écrit : « En Grande-Bretagne,

suite aux décisions inadéquates appliquées à la construction de l'habitat, de l'évolution des prix de l'énergie et du mode de paiement de sa consommation, depuis le milieu des années 1970, la pauvreté énergétique a fait l'objet d'un débat scientifique et politique. »

Que s'était-il passé ? La désindustrialisation, la hausse infernale des prix et le passage du système de paiement anticipé par introduction d'une pièce de monnaie (*Pre-Payment-System*) à celui des compteurs à gaz conventionnels, ont eu pour effet que de plus en plus de familles à revenus précaires ne pouvaient plus payer leurs factures énergétiques. Alors que, à l'époque du système à introduction de pièces de monnaie, si l'utilisateur n'avait pas de pièces de Six-Pence l'alimentation en gaz était coupée, après la mise en place du nouveau régime à compteurs, les usagers se sont mis à accumuler des dettes énormes envers leurs fournisseurs d'énergie. Au cours de cette évolution, l'attention des scientifiques a été attirée sur ce problème. On a alors tenté de définir la pauvreté énergétique selon plusieurs critères – ce qui, toutefois, n'a pas aidé les personnes concernées à se sortir du pétrin ! Bien que ce phénomène s'intègre totalement dans le débat sur les questions de pauvreté, c'est lui seul qui a mis explicitement au grand jour le rapport dialectique négatif entre la situation misérable de l'habitat et une dépense énergétique supérieure à la moyenne.

Un problème actuel partout

Avec l'extension des conditions de vie précaires dans la plus grande partie de l'UE, ce problème est devenu actuel dans tous les pays où existent de grands besoins de chauffage, surtout en hiver.

Margit Appel, qui est à l'origine de ce dossier, a souligné qu'en Autriche l'étude de ce thème ne fait que commencer, mais elle a indiqué que la pauvreté énergétique ne se traduit pas seulement par la non-satisfaction temporaire de certains besoins, mais qu'elle présente plusieurs aspects : « Il y a la pauvreté qui consiste à ne pas avoir les moyens financiers permettant de disposer d'une quantité suffisante d'énergie, mais il y a aussi la pauvreté qui consiste à être coupé de l'accès à l'information en matière d'alimentation et de politique énergétique, à savoir être exclu des nouvelles mesures sociales destinées à faciliter la transition énergétique et à répondre à la nécessité de se conformer aux conditions climatiques (par exemple du pays d'accueil). »

Par un fait du hasard, alors que, pendant le week-end, je travaillais à mon premier article pour le journal *Die Volksstimme* (la Voix du Peuple), la chaudière de notre appartement est tombée en panne. Le lundi il s'est avéré que cela a été une aubaine pour le fabricant. Entre-temps, par des températures extérieures inférieures à zéro, l'appartement était devenu glacial. J'ai donc pu ressentir, dans ma propre chair, ce que veut dire être privé d'alimentation éner-

gétique. On ne peut souhaiter à personne de travailler sur un ordinateur avec des doigts engourdis par un froid qui, peu à peu, envahit le corps tout entier.

Beaucoup de gens vivent toujours ainsi dans leurs lieux d'habitation. Dans ce dossier, Margit Appel et Paloma Fernandez de la Hoz ont écrit : « Dans cinq pays étudiés, ont été récemment identifiés certains facteurs communs, qui sont déterminants pour générer la pauvreté énergétique : un revenu bas, un accès limité au marché du travail et un habitat de mauvaise qualité, ainsi que le prix de l'énergie. De toute évidence, cela a des répercussions très négatives pour les personnes concernées et pour la population en général. La pauvreté énergétique a fortement tendance à exercer un effet délétère sur l'état de santé physique et psychique des personnes qui en sont frappées ; l'état de leur habitation se dégrade, les problèmes d'endettement et d'émissions de CO₂ s'aggravent. »

Se chauffer ou se nourrir

En dernier ressort, de nombreuses personnes concernées sont placées devant l'alternative : se chauffer ou manger. En outre, parmi le nombre les victimes de la pauvreté énergétique, il y a, proportionnellement, plus d'enfants que d'adultes. Dans la plupart des pays de l'UE, la hausse des prix de l'énergie, nettement supérieure au taux d'inflation, a un effet particulièrement dramatique pour les personnes à bas revenu. En 2009, lors d'une « séance d'observation participative » organisée dans des centres sociaux pour l'ouvrage *Le fantôme de la pauvreté*, l'auteur de ces lignes a rencontré beaucoup de gens concernés par de sérieux problèmes de paiement parce qu'ils venaient d'être frappés, brutalement et soudainement, par l'obligation de payer des suppléments de plusieurs centaines d'euros de leurs factures de gaz et d'électricité. À ce propos, un travailleur social a indiqué que la plupart des gens pauvres sont logés dans des habitations particulièrement humides et sombres, particulièrement voraces en énergie.

Est-ce par pur hasard que la pauvreté énergétique est devenue un thème de discussion, lorsque, au milieu des années 1970, a été aboli le système d'introduction de pièces de monnaie dans les compteurs électriques et à gaz ? Jusqu'à ce moment, on ne pouvait consommer de l'énergie que si l'on disposait des pièces de monnaie nécessaires à cet effet. Après introduction des décomptes mensuels, ou du paiement différé de la consommation, de nombreux ménages n'avaient plus les moyens de payer les factures – et cela a attiré l'attention de l'opinion publique.

Ce serait une erreur de faire des victimes de la pauvreté énergétique des malfaiteurs. À titre d'exemple, en Autriche aussi la pauvreté a largement frappé : si dans les années 1970 et 1980 des bénéficiaires d'aides sociales se comptaient en un nombre à cinq chiffres, dans les années 1990 ce nombre est

passé à six chiffres. Concernant les modes d'action des personnes concernées, sur la base d'interviews approfondis Margit Appel et Paloma Fernandez de la Hoz écrivent : « Les travailleurs sociaux observent, dans les opinions personnelles et les comportements de ceux qu'ils rencontrent, un potentiel plutôt faible en matière d'économie d'énergie et d'efficacité énergétiques portant sur le chauffage des habitations, le chauffage de l'eau, la consommation électrique, les appareils ménagers et surtout pour ce qui concerne l'amélioration de l'habitat. Cela ne plaide aucunement en faveur de la présence chez ces personnes d'un intérêt plus faible pour les économies d'énergie et l'efficacité énergétique. En revanche, elles compensent l'inefficacité, qui leur est imposée par leurs propres conditions matérielles, par une frugalité très poussée : « Je débranche tous les appareils qu'il est possible de débrancher... même la machine à café, le four ; je débranche absolument tout. »

Le comportement économe des personnes concernées ne pourra pas, à lui seul, éliminer ce problème, bien que de nombreux efforts humains se consacrent à cette tâche au moyen d'initiatives, de conseils donnés aux intéressés par des professionnels et des bénévoles – avec le soutien partiel des fournisseurs d'énergie et des autorités politiques. Cependant, « En Autriche [et dans la plupart des États de l'UE (LH)], il n'y a pas de programme coordonné contre la pauvreté énergétique. Actuellement, beaucoup de choses bougent. La région de Haute-Autriche a établi cette d'année un programme d'action contre la pauvreté énergétique ; des municipalités et différents organismes, tels que la « Chambre des conflits du travail » (organisme autrichien comparable au Tribunal des Prudhommes), la fondation Caritas ou le Secours populaire (autrichien), ainsi que des initiatives privées, développent en ce moment des projets pour combattre la pauvreté énergétique et promouvoir l'efficacité énergétique. »

Que peut-on faire ?

Dans une contribution au dossier la question suivante a été posée : « Pauvreté énergétique – que peut-on faire ? ». Le point culminant de cette contribution est une « liste des recommandations » adressée aux politiques et aux fournisseurs d'énergie et des « conseils pratiques » pour l'organisation des consultations. Les propositions comprennent les actions suivantes : éviter les coupures et conscientiser davantage les intéressés, instaurer des tarifs sociaux et des lieux de consultation dans les services sociaux, installer des dispositifs de limitation de la consommation et organiser des tables rondes traitant de ce thème. Parallèlement, l'attention a été attirée sur le fait qu'en Autriche, en moyenne 7 % des habitations sont chauffées à l'électricité (énergie chère), mais chez les ménages économiquement faibles cette proportion s'élève à 22 %.

Il est plus que présomptueux d'affirmer que le paquet de mesures recommandées permettra de résoudre le problème de manière efficace.

En revanche, la proposition du Parti communiste autrichien d'introduire la fourniture d'une quantité énergétique de base gratuitement – proposition présentée dans le dossier de Christiane Maringer – est totalement fondée parce qu'elle prévoit une solution effective du problème. Dans une étude consacrée à ce sujet, a été développée l'idée suivante : « Tous les foyers recevront gratuitement un contingent déterminé d'avance de courant électrique et de chaleur. Pour un foyer de deux personnes, une consommation d'environ 2 700 kWh d'électricité et 800 m³ de gaz peut couvrir les besoins énergétiques de base de son habitat et de son train de vie. » Ultérieurement, ces chiffres devront être ajustés aux conditions concrètes respectives.

L'approche écologique de la « gratuité de la consommation énergétique de base » consiste à ne pas charger les petits consommateurs par des taxes de base élevées et à ne plus récompenser les gros consommateurs, car le tarif de la quantité consommée au-delà du contingent de base devra augmenter progressivement. Le financement de cette mesure pourrait être assuré en puisant dans les bénéfices des fournisseurs d'énergie, en appliquant des tarifs progressifs pour les gros consommateurs, en opérant des prélèvements sur la taxe des carburants de chauffage et en introduisant une taxe sur la création de valeur dans l'économie énergétique.

L'objectif du concept « gratuité de la consommation énergétique de base » est une redistribution concrète de haut en bas – et il comporte un avantage inestimable que Christiane Maringer définit comme suit : « L'exigence crée l'impulsion, nous ne devons plus nous contenter de nous défendre (de manière rétroactive), mais nous devons récupérer un peu de sécurité. Nous savons parfaitement que nous devons être conscients de notre force : si nos exigences se limitent à obtenir uniquement l'indispensable, même cela nous ne l'obtiendrons pas ! »

Cette initiative, observée même à l'étranger, est également très utile pour inciter à mener des actions, comme l'a prouvé Wolf Jurjans, conseiller d'arrondissement du Parti communiste autrichien à Vienne-Margareten, en organisant, devant les bureaux du fournisseur énergétique de Vienne, une manifestation contre les coupures de gaz et d'électricité dont le mot d'ordre était : « Chaleur et Lumière ». ■